Bordeaux
Réalisation d'un ponton aux Bassins à Flots
Subvention d'équipement – Convention

Entre :

La Ville de Bordeaux, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, Place Pey Berland, à Bordeaux, représentée par M. Alain JUPPÉ, maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°2013/580 de son conseil municipal du 21 octobre 2013.

Ci-après dénommé « la Commune »

ET

La Communauté Urbaine de Bordeaux, dont le siège est situé Esplanade Charles de Gaulle 33076 Bordeaux cedex, représentée par son président, M. Vincent FELTESSE, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération n°2014/du Conseil de communauté en date du

Ci-après dénommée « la Communauté »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La commune de Bordeaux procède à la réalisation d'un ponton de 80 mètres au droit des écluses des bassins à flot.

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de versement d'une subvention d'équipement de la Communauté au financement de la création d'un ponton au droit des écluses des bassins à flots à Bordeaux. Il sera destiné à l'embarquement et au débarquement de bateaux à passagers, bateaux taxis avec une possible vocation pour des escales événementielles et de plaisance. Ce ponton permettra également une halte fluviale pour les navettes BatCub.

ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DE L'AMÉNAGEMENT

Le secteur des Bassins à Flots, vaste périmètre de 160 hectares, fait l'objet d'un programme d'aménagement d'ensemble (PAE) qui prévoit de nouveaux logements (5400) avec les équipements publics nécessaires, le développement d'activités économiques et de services et l'aménagement des espaces publics.

Au-delà des plus de 10.000 nouveaux habitants à terme, il s'agit de desservir les nombreuses activités économiques notamment en pied d'immeubles et sur la plaque portuaire autour des bassins (bureaux, activités portuaires et nautiques, commerces...) mais également les grands équipements culturels à venir dans le quartier : base sous-marine, futurs Musée de la marine et multiplexe cinématographique et la Cité des civilisations du vin (CCV).

Pour ce faire, la Ville de Bordeaux souhaite installer un ponton d'envergure au droit des écluses des Bassins à Flot. Ce ponton permettra notamment l'arrêt des navettes fluviales BatCub.

Inscrit au contrat de co-développement 2012-2014 entre la Cub et la Ville, ce ponton représente un enjeu majeur pour le développement du quartier à venir et pour la consolidation du tourisme fluvial à Bordeaux et plus largement au niveau de l'agglomération bordelaise. Ce ponton pourra permettre l'extension du service de transport communautaire par BatCub.

Le linéaire du ponton sera de 80 mètres de long pour 5 mètres de large, avec une estacade du fait d'une distance par rapport à la berge de 35 à 80 mètres.

Les caractéristiques techniques sont les suivantes :

- un franc bord de 1,15 mètres ;
- des doubles bittes d'amarrage tous les 7 mètres. Cette distance sera adaptée sur la zone d'arrêt des navettes fluviales conformément au cahier des charges de la Cub ;
- une capacité d'accueil de bateaux jusqu'à 900 tonnes ;
- un linéaire d'accostage dédié aux navettes fluviales accessible à tous les modes doux (piétons, vélos) et aux personnes à mobilité réduite ;
- un accès par une passerelle centrale ou en zone aval, d'environ 35 mètres ;
- un système de fixation par ducs d'albe ;
- bornes eau / électricité ;
- un garde corps, sauf côté fleuve ;
- respect du cahier des charges produit par la Cub pour les navettes fluviales.

Le ponton pourra également accueillir :

- des bateaux à passagers pour des débarquements / embarquements ;
- des bateaux taxis ;
- des plaisanciers de passage en courte escale ;
- des voiliers, vieux gréements ou yachts mis en poste d'attente avant le levage du pont Chaban-Delmas ou l'ouverture des écluses, en complément du ponton d'attente existant.

La livraison de ce ponton est prévue été 2015.

ARTICLE 3 – MONTANT DES TRAVAUX ET PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

3.1 Le plan prévisionnel de financement se présente comme suit :

Budget prévisionnel et plan de financement de l'opération					
Dépenses	Montant (€ HT)		Financeurs	%	Montant (€)
			État / Appel à projets mobilité durable 2013	13,85%	250 000,00 €
Études préalables	55 000,00 €		Conseil régional d'Aquitaine	25,00%	451 250,00 €
Maîtrise d'oeuvre	110 000,00 €		Communauté urbaine de Bordeaux	25,00%	451 250,00 €
Travaux	1 640 000,00 €		Conseil général de la Gironde	11,15%	201 250,00 €
			Ville de Bordeaux	25,00%	451 250,00 €
Total	1 805 000,00 €		Total	100,00%	1 805 000,00 €

3.2 Subvention d'équipement

Conformément aux modalités habituelles de soutien financier de la Communauté, il s'avère possible d'apporter une aide sous la forme d'une subvention d'équipement au titre de l'article L. 5215-26 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que « afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté Urbaine et les communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés. Le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».

Ainsi, la participation de la Communauté s'effectuera, conformément à la délibération n°2003/0698 du Conseil de Communauté du 19 septembre 2003, sous la forme d'un fonds de concours.

La ville de Bordeaux a sollicité notre établissement public à hauteur de 25 % du montant HT des travaux, l'estimation des travaux s'élevant à 1 805 000 € HT. La participation communautaire, qui est prévue au titre du contrat de co-développement n°33 pourra donc s'établir à 451 250 €.

Elle ne pourra être réévaluée à la hausse ; elle sera, par contre, ajustée au prorata au cas où la dépense définitive serait inférieure au prévisionnel.

Dans l'éventualité où l'un des cofinancements attendus serait moindre, la Ville de Bordeaux s'engage à prendre à sa charge la différence.

ARTICLE 4 – CLAUSE DE COMMUNICATION

Le soutien apporté par la Communauté devra être mentionné sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée à l'occasion de la création de cet aménagement dont la participation au financement fait l'objet de la présente convention.

Dans le cas où la Ville de Bordeaux ferait apparaître le montant ou le niveau de participation d'autres partenaires notamment du Feder sur les documents destinés au public, elle devra mentionner le montant ou le niveau de financement apporté par la Communauté urbaine.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE PAIEMENT

La Communauté se libérera de sa participation d'un montant de 451 250 € suivant les modalités suivantes :

- un premier versement de 5 % à la signature de la convention soit 22 560 €
- le reste de la subvention par acomptes trimestriels au prorata de l'avancement des travaux.

La première demande d'acompte sera accompagnée :

- du récapitulatif des factures acquittées par le comptable public correspondant à cet acompte ;
- d'une photocopie du panneau de chantier faisant apparaître le logo de La Cub et la mention de son soutien ;

Les acomptes suivants seront accompagnés :

- du récapitulatif des factures acquittées par le comptable public correspondant à chaque acompte.

Le solde et dernier acompte de la subvention ne pourra pas être inférieur à 20 % de la subvention accordée dans la présente convention. Ce versement libératoire du solde sera accompagné :

- du procès verbal de réception définitive des travaux ;
- du récapitulatif des factures acquittées par le comptable public correspondant au dernier acompte ;
- d'une photocopie des dépliants et affiches relatifs à des informations du public sur cet aménagement faisant apparaître le logo de La Cub et la mention de son soutien . Dans le cas où la Ville de Bordeaux ferait apparaître le montant ou le niveau de participation d'autres partenaires notamment du Feder sur les documents cités ci-dessus, elle devra mentionner le montant ou le niveau de financement apporté par la communauté urbaine.
- le bilan financier définitif de l'opération incluant les recettes éventuelles conformément au tableau de l'annexe 1.

La subvention sera versée auprès du comptable assignataire de la Ville de Bordeaux.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ET SUIVI

6-1 Conditions

La subvention de la Communauté Urbaine est attribuée à la Ville de Bordeaux sous réserve que les conditions suivantes soient respectées sur un délai de 30 ans, correspondant au délai d'amortissement du ponton.

- Le ponton sera conçu et dimensionné pour recevoir à tout moment le service de navettes fluviales (accès spécifique, emplacement dédié...) ;
- le ponton demeurera la propriété de la Ville de Bordeaux qui en assurera l'entretien, la maintenance, les grosses réparations (peinture...), l'exploitation et les démarches relatives à l'homologation ;
- l'emplacement dédié à la navette fluviale sera entretenu par la Ville de Bordeaux et mis à disposition de La Cub et de son délégataire Tbc à titre gratuit. Cet emplacement sera disponible et libre de toute autre occupation. Les modalités d'exploitation du service public des navettes fluviales par la Cub, ou son délégataire, sur ce ponton propriété de la ville de Bordeaux feront l'objet d'une convention spécifique.

6-2 Suivi

Tout ou partie de la subvention inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de 30 ans à compter de la mise en service du ponton objet des présentes.

ARTICLE 8 – CADUCITE DE LA SUBVENTION

Les pièces justificatives, exigées à l'article 5 pour le versement du fonds de concours communautaire, devront être produites dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de réception des travaux.

À défaut, la Commune sera réputée renoncer à percevoir le fonds de concours communautaire.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention est passée pour la durée fixée à l'article 7 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, en raison de la non application des clauses contractuelles. En outre, si le projet réel de la ville de Bordeaux était significativement inférieur aux prévisions présentées dans le cadre des demandes de subvention déposées auprès de la communauté, celle-ci se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

ARTICLE 10 AVENANT

Toute modification des conditions de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, après accord des instances décisionnelles des parties.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, en deux exemplaires, le :

**pour la Commune,
le Maire,**

**pour la Communauté,
le Président,**

Alain JUPPÉ

Vincent FELTESSE

ANNEXE 1 – Comparatif budget prévisionnel / budget définitif

Tableau à compléter et à joindre lors de la demande du dernier acompte de la subvention.

	Budget prévisionnel	Budget définitif	Écart (en € et en %)	Commentaires
DÉPENSES				
Études préalables	55 000,00 €			
Maîtrise d'œuvre	110 000,00 €			
Travaux	1 640 000,00 €			
TOTAL DES DÉPENSES	1 805 000,00 €			
RECETTES				
État / Appel à projets mobilité durable 2013	250 000,00 €			
Conseil régional d'Aquitaine	421 250,00 €			
Communauté urbaine de Bordeaux	451 250,00 €			
Conseil général de la Gironde	201 250,00 €			
Ville de Bordeaux	451 250,00 €			
TOTAL DES RECETTES	1 805 000,00 €			
SOLDE	0,00 €			